



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 48 (2025)

Faits saillants

- ❖ Singapour : approfondissement de la coopération économique et énergétique avec les Émirats arabes unis
- ❖ Malaisie : économie numérique la plus dynamique d'Asie du Sud-Est en 2025
- ❖ Laos : croissance de 4,5 % en 2026 d'après le FMI

LE CHIFFRE À RETENIR

1 800 MW

de nouvelles capacités
renouvelables prévues
grâce au programme
soutenu par la BASD

Région

L'ASEAN+3 renforce son intégration macro-financière face aux risques de fragmentation

Le 4^e Forum ASEAN+3 sur la coopération économique et la stabilité financière s'est tenu à Hong Kong, réunissant les ministères des finances, banques centrales et institutions régionales (AMRO, HKMA, BIS). Les discussions ont souligné l'urgence de renforcer l'intégration financière de l'ASEAN+3 (ASEAN, Chine, Japon, Corée du Sud) pour faire face aux tensions géopolitiques, à la volatilité des marchés et aux risques de fragmentation des chaînes de valeur. Les participants ont insisté sur la nécessité d'approfondir le développement des marchés de capitaux en monnaies locales afin de réduire la dépendance au dollar et de limiter les risques de contagion en période de stress financier. Le renforcement des cadres prudentiels et de la coordination entre banques centrales a été présenté comme un levier essentiel pour accroître la résilience régionale. AMRO a également souligné le rôle croissant des infrastructures financières innovantes, notamment la digitalisation des paiements et l'interopérabilité régionale, pour moderniser le système financier et

améliorer la transmission des politiques monétaires dans un environnement économique en mutation. Les autorités ont également noté la résilience des économies ASEAN+3 malgré un contexte externe dégradé : reprise graduelle de la demande intérieure, solidité du secteur bancaire, niveaux d'endettement globalement soutenables et diversification progressive des exportations intra-asiatiques. Le Forum a réaffirmé que la coordination régionale - à travers le renforcement du CMIM, (le mécanisme régional de soutien en cas de crise), la surveillance macro de l'AMRO et les initiatives régionales sur les marchés obligataires locaux - demeure essentielle pour soutenir la stabilité financière et attirer des flux d'investissements de long terme dans un environnement marqué par l'incertitude.

Indonésie

La dette extérieure de l'Indonésie recule à 424,4 Md USD au troisième trimestre

La dette extérieure de l'Indonésie a reculé à 424,4 Md USD au troisième trimestre 2025, après 432,3 Md USD au trimestre précédent (-1,8 % en g.t), enregistrant une contraction de l'accroissement annuelle de 0,6 %, après une hausse de 6,4 % au T2. Cette évolution s'explique par un ralentissement de la dette publique extérieure et une contraction de la dette privée. La dette publique s'est établie à 210,1 Md USD, et sa croissance annuelle a ralenti à 2,9 %, principalement en raison de la baisse des flux étrangers dans les obligations d'État, sur fond d'incertitudes persistantes sur les marchés financiers mondiaux. Côté privé, la dette extérieure a diminué à 191,3 Md SD (- 1,9 % en g.a.), tirée par une contraction de 3 % de la dette détenue par des institutions financières et de 1,7 % par les entreprises non financières. Le ratio dette extérieure/PIB s'est amélioré à 29,5 % (il était de 30,4 % au T2), et la dette à long terme représente 86,1 % du total.

La BAsD débloque 470 M USD pour accélérer la transition énergétique de l'Indonésie

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt fondé sur les résultats de 470 M USD pour soutenir la transition énergétique de l'Indonésie en finançant la première phase du programme « Accelerating Indonesia Clean Energy Transition » prévu entre 2026 et 2031. Destiné à renforcer les capacités de l'électricien national PLN, le financement appuiera le développement de projets solaires et éoliens, la modernisation des réseaux électriques de Java-Madura-Bali, Sumatra et Sulawesi, ainsi que la gestion de la transition énergétique du pays qui reste confrontée aux défis persistants liés à la forte dépendance au charbon. Le programme, ambitionne d'attirer au total plus d'1 Md USD d'investissements privés pour 1 800 MW de nouvelles capacités renouvelables.

Malaisie

La Malaisie en tête de la croissance numérique en Asie du Sud-Est

Le rapport *e-Conomy SEA 2025*, publié le 25 novembre par Google, Temasek et Bain, classe la Malaisie comme l'économie numérique à la croissance la plus rapide d'Asie du Sud-Est, avec une progression annuelle de 19 %. La valeur totale des transactions en ligne devrait atteindre 39 Md USD en 2025, dont 20 Md USD pour le commerce en ligne, porté par une demande intérieure solide et un environnement désinflationniste maîtrisé. Entre le second semestre 2024 et le premier semestre 2025, le pays a également attiré 759 M USD d'investissements dans l'intelligence artificielle, finançant plus de 60 start-ups et captant 32 % des financements IA de l'ASEAN, se plaçant ainsi juste derrière Singapour. Ces conclusions convergent avec le rapport annuel sur l'économie numérique du Département des statistiques malaisien (DOSM), qui évalue la contribution des technologies de l'information et de la communication à 98,6 Md USD en 2024, soit 23,4 % du PIB malaisien (en hausse de 5,1 % en g.a.). La valeur ajoutée du e-commerce s'établit à 56,4 Md USD, en progression de 4,7 % en g.a. L'écosystème numérique s'appuie notamment sur une couverture 4G de 98,8 % des zones habitées.

Sarawak : un budget 2026 axé sur le développement

L'Etat fédéré de Sarawak a dévoilé un budget 2026 d'un montant de 3,3 Md USD, dont 2 Md USD pour le développement et 1,2 Md USD pour le fonctionnement. Avec des recettes prévues de 2,9 Md USD, le budget 2026 devrait dégager un excédent de 31,5 M USD. Près des deux tiers des dépenses de développement (1,3 Md USD) seront consacrés aux zones rurales, couvrant les infrastructures, l'accès aux services essentiels et les projets socio-économiques. Ce budget s'inscrit dans la Stratégie de développement post-COVID-19 (PCDS) 2030, visant à renforcer la résilience économique et la transition vers une économie à revenu élevé. Il comprend un important volet éducatif, avec le lancement en 2026 du Programme d'enseignement supérieur gratuit (FTES) doté de 54,6 M USD, couvrant 64 filières, notamment en Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM) droit, médecine et finance. Ce dispositif rend la formation universitaire gratuite dans les institutions publiques de l'État et vise à renforcer la formation de capital humain dans les filières pratiques et appliquées.

Ralentissement de l'inflation en octobre

L'inflation malaisienne a reculé en octobre pour s'établir à 1,3 % en g.a., contre 1,5 % en septembre, marquant sa première baisse depuis

juin après trois mois consécutifs de progression. Ce ralentissement reflète principalement la modération des prix de l'alimentation et des boissons (+1,5 %, après +2,1 %) ainsi que ceux du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+1,1 %, après +1,5 %). Plusieurs postes continuent toutefois de peser à la hausse sur l'indice des prix, en particulier les soins personnels, la protection sociale et les services divers (+6,0 %) ainsi que les restaurants et services d'hébergement (+3,4 %). À l'inverse, les prix de l'information et communication (-2,4 %) et des transports (-0,1 %) restent orientés à la baisse. L'inflation sous-jacente s'établit à 2,2 %, contre 2,1 % en septembre.

Singapour

Singapour et les Émirats arabes unis annoncent l'approfondissement de leur coopération économique et sectorielle

Singapour et les Émirats arabes unis ont tenu à Abu Dhabi la 16^e édition de leur forum bilatéral, co-présidé par Tan See Leng, ministre singapourien de l'énergie et du commerce et de l'industrie et Khaldoon Khalifa Al Mubarak, président de l'Executive Affairs Authority. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté d'approfondir la coopération économique et sectorielle, en faisant le point sur les progrès réalisés depuis l'édition 2024 et en ouvrant de nouveaux chantiers dans l'intelligence artificielle, l'économie numérique, la durabilité de l'eau, la santé et la coopération spatiale. Un protocole d'accord a été signé entre Singapore Energy Interconnections (SGEI) et TAQA Transmission afin de développer des infrastructures d'interconnexion énergétique et de soutenir l'intégration des énergies renouvelables au sein des réseaux régionaux. Cette initiative s'inscrit dans l'objectif partagé de renforcer la sécurité énergétique et de faciliter la transition vers des systèmes électriques bas-carbone. Singapour a également inauguré le Singapore Enterprise Centre Dubai (SEC), destiné à accompagner les entreprises singapouriennes dans leur expansion au Moyen-Orient. Le Ministre singapourien a rappelé que les Émirats restent le premier partenaire commercial et d'investissement de Singapour au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, avec un commerce bilatéral et des flux d'investissement en croissance constante.

Singapour en tête du Global Talent Competitiveness Index 2025

Singapour prend pour la première fois la tête du Global Talent Competitiveness Index 2025, présenté sur le campus Asie de l'INSEAD. Cette 11^e édition, consacrée au thème « Talent & Resilience », intègre désormais plus largement les compétences liées à l'IA. L'indice couvre 135 économies sur la base de 77 indicateurs regroupés en six dimensions (attractivité, développement, rétention, compétences techniques, compétences adaptatives et ouverture). Les économies européennes à haut revenu restent dominantes dans

le classement, tandis que les États-Unis reculent de la 3^e à la 9^e place. Présente lors du lancement officiel de cette nouvelle édition, Jacqueline Poh, CEO de JTC Corporation et ancienne Managing Director du Singapore Economic Development Board, a salué la progression de Singapour, qu'elle attribue à des investissements soutenus dans les talents technologiques et l'IA.

Singapour enregistre sa plus forte croissance manufacturière depuis 15 ans en octobre

La production manufacturière de Singapour a bondi de +29,1 % en g.a. en octobre, sa plus forte progression depuis 15 ans, tirée par un envol de +122,9 % de la branche pharmaceutique. Hors biomédical, l'industrie progresse encore de +15,8 %. En variation mensuelle corrigée des variations saisonnières, la production augmente de +11,5 %. Les économistes anticipaient seulement +6,7 %, selon un sondage Bloomberg. Le rebond est porté par l'aéronautique (+29,5 %) et l'électronique (+26,9 %), stimulée par une demande liée à l'IA. La directrice des études économiques d'OCBC, Selena Ling, estime que cette dynamique devrait soutenir la croissance au T4, avec une progression industrielle de +7,7 % en cumul annuel. Selon Chua Hak Bin et Brian Lee (Maybank), la hausse des investissements technologiques américains (+34 % attendus en 2026) devrait continuer d'alimenter la demande singapourienne en électronique et en semi-conducteurs.

Vietnam

Mesures de soutien d'urgence pour les entreprises vietnamiennes affectées par les droits de douane réciproques imposés par les Etats-Unis.

Le Premier ministre Pham Minh Chinh a demandé aux ministères et aux provinces de mettre en place des mesures urgentes pour soutenir les entreprises touchées par les tarifs douaniers américains. Parmi les mesures envisagées, la Banque d'Etat devra orienter le crédit vers les secteurs productifs et gérer le taux de change de manière à favoriser la production et attirer des investissements. Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) devra intensifier la promotion des activités commerciales, diversifier les marchés d'exportation et les chaînes d'approvisionnement tout en poursuivant les négociations avec les Etats-Unis. Un groupe de travail interministériel regroupant les ministères du Commerce, de l'Agriculture et des Affaires étrangères sera également créé afin de résoudre des problèmes d'accès au marché dans le cadre des accords de libre-échange existants. Pour rappel, fin septembre 2026, il avait déjà été décidé de mettre en place une *task force* conjointe UE-Vietnam pour résoudre les problématiques de mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam, à la suite de la visite du Commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique, Maros Sefcovic. De son côté, le ministère des Finances devra soumettre, d'ici la fin novembre, un ensemble de propositions

incluant des ajustements fiscaux destinées à alléger les charges des entreprises, stimuler la production et définir des mesures de soutien aux entreprises touchées par les droits de douane américains. Pour mémoire, le commerce extérieur a atteint 762,4 Md USD sur les 10 premiers mois de 2025 (+17,4 %), avec 391 Md USD d'exportations et 371,4 Md USD d'importations, soit un excédent de 19,6 Md USD.

La confiance des consommateurs vietnamiens plus élevée que dans le reste de l'ASEAN.

Selon le rapport [ASEAN Consumer Sentiment Study 2025](#) de la banque singapourienne UOB, l'indice de confiance des consommateurs vietnamiens est le plus élevé de l'ASEAN, atteignant 67 points (contre 54 pour la moyenne régionale), en hausse de 3 points par rapport à l'an dernier. Plus de 80 % des Vietnamiens se disent confiants dans l'économie du pays, portée par une croissance du PIB de 7,5 % au premier semestre 2025, taux le plus élevé depuis 2011. Le 11 novembre dernier, la banque UOB a relevé ses prévisions de croissance du Vietnam pour 2025 à 7,7 % après un T3 à 8,2 %. Plus de 70 % des consommateurs vietnamiens anticipent une amélioration de leur situation financière personnelle, notamment en raison de politiques publiques à venir telles que la hausse du revenu minimal à. Les inquiétudes liées au coût de la vie reculent à 50 % (-3 points, -12 points chez la génération Z). En revanche, les préoccupations liées au changement climatique restent au premier plan pour 66 % des Vietnamiens. 33 % des répondants de l'étude se sont dits prêts à payer davantage pour des produits plus respectueux de l'environnement. Par ailleurs, 67 % des interlocuteurs interrogés ont indiqué avoir augmenté leurs dépenses en éducation, santé et bien-être.

Thaïlande

Le coût économique des inondations dans le sud du pays a été estimé entre 31 et 47 M USD par jour

Selon le président de l'Université de la chambre de commerce thaïlandaise (UTCC), les pertes économiques causées par les inondations, qui ont débuté le 19 novembre, se porteraient entre 31 M et 47 M USD par jour (1 et 1,5 Md THB par jour), principalement via les secteurs du commerce, de l'hospitalité et de la restauration. 2,9 M personnes et 57 000 entreprises seraient affectés dans 9 régions : Surat Thani, Nakhon Si Thammarat, Trang, Phatthalung, Satun, Songkhla, Pattani, Yala et Narathiwat. Selon Kasikorn Research, le coût total des inondations atteindrait les 0,8 Md USD (25 Md THB) si elles venaient à durer un mois. En sus des mesures d'urgence de soutien à la population, le gouvernement a autorisé pour la première fois en Thaïlande le déploiement de l'internet satellitaire Starlink, dans la région de Songkhla où les infrastructures de télécommunication ont été endommagées.

Révision de la politique de soutien à la production

de véhicules électriques pour ajuster l'offre domestique et rediriger vers l'export

Le nouveau comité national des voitures électriques (VE), présidé par le ministre des Finances M. Ekniti, a approuvé le 25 novembre 2025 la révision des mesures d'incitations financières EV3 et EV3.5. Pour rappel, ces mesures visent à encourager la production et le développement de VE en Thaïlande et associent soutien à l'offre (réduction de la taxe d'accise et des droits de douane) et à la demande (subvention à l'achat) en échange d'une production locale avec un ratio 1:1,5 (1,5 véhicule produit pour 1 importé) en 2025, 1:2 en 2026, puis 1:3 en 2027. D'une part, davantage de flexibilité est accordée aux constructeurs, avec une période d'enregistrement des véhicules produits étendue jusqu'en janvier de l'année suivante pour tenir compte des ventes de fin d'année. D'autre part, l'assouplissement des exigences de compensation des importations de production EV3 en permettra aux usines relevant du dispositif EV3.5 de participer à la compensation EV3, la prolongation de la date limite pour le comptage des matériaux étrangers pour les cellules de batterie jusqu'en juin 2026, avec un plafond de 10 % du prix usine. Par ailleurs, les modalités de versement des subventions sont plus coercitives, avec des décaissements retardés si les constructeurs ne respectent pas les objectifs prévus. De nouvelles lignes directrices pour les fabricants de véhicules électriques hybrides (HEV) ont également été établies couvrant les normes d'émissions de carbone, l'utilisation de pièces locales et les tests de sécurité au centre ATTRIC (*Automotive and Tyre Testing and Innovation Center*). D'autre part, des mesures de jugulation de l'offre domestique ont été introduites, avec une incitation à l'exportation accrue, chaque véhicule produit localement pour l'export comptant comme 1,5 véhicule local dans le cadre des compensations à l'importation, et les constructeurs ayant désormais la possibilité de se retirer du programme de production locale, s'ils n'ont pas reçu de subvention, en remboursant la réduction de taxe d'accise assortie d'une pénalité.

Adoption de lignes directrices relatives aux mesures d'adaptation au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) européen

Le Cabinet a approuvé le principe des recommandations du Comité de développement législatif visant à aider la Thaïlande à s'adapter au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne et à renforcer la compétitivité du pays dans le contexte du changement climatique. Le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement a été désigné comme organisme chef de file pour les mettre en œuvre ces recommandations. Les principales mesures comprennent l'introduction d'une taxe carbone nationale obligatoire alignée sur les normes de l'UE, l'accélération de la législation sur le changement climatique, un soutien aux entreprises pour se conformer au MACF et la certification des organisations privées thaïlandaises en tant que vérificateurs des gaz à effet de serre.

dans le cadre du MACF. Pour rappel, le MACF doit être mis en œuvre en 2026 et soumettre les importations d'acier, de ciment, d'aluminium, d'engrais azotés, d'hydrogène et d'électricités dans l'Union européenne à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée aux industriels européens fabriquant ces produits.

Philippines

Le travail illégal des enfants en recul de 25 % en g.a aux Philippines

L'Autorité statistique philippine (PSA) a publié son rapport annuel pour 2024, confirmant la poursuite de la tendance à la baisse du nombre total d'enfants au travail (5 à 17 ans), qui s'établit à 861 000 (2,7 % de la population d'enfants), contre 1,48 million en 2022. Le nombre d'enfants engagés dans un travail illégal selon les critères de l'OIT (enfants de 5 à 15 ans ou plus de 40 heures hebdomadaires pour les 15-17 ans) a également diminué, atteignant 509 000 en 2024 (1,6 %), contre 678 000 en 2023. Cette baisse s'inscrit dans la continuité des progrès observés depuis 2022, après une hausse du travail infantile pendant la pandémie (2,9 % en 2021 et 2,6 % en 2022). La majorité des enfants concernés par le travail illégal sont des garçons (68,5 %) et sont principalement concentrés dans la tranche d'âge 15-17 ans (78,6 %). D'un point de vue sectoriel, l'Agriculture reste le principal domaine du travail illégal (64,4 %), tandis que le secteur des Services concentre la majorité du travail des enfants non illégal (50,4 %).

Suspension des audits fiscaux par le *Bureau of Internal Revenue* aux Philippines

Le *Bureau of Internal Revenue* (BIR), l'agence philippine de collecte d'impôts, a suspendu l'ensemble de ses audits de terrain, incluant l'émission des Lettres d'Autorité (LOAs) et des Ordres de Mission (MOs), en réponse à une recrudescence de plaintes signalant des abus, harcèlement et extorsion liés à ces instruments. La mesure, prise sous l'autorité du nouveau ministre des Finances Frederick GO, vise à protéger les droits des contribuables et à restaurer l'intégrité des procédures fiscales, tout en mettant en place un groupe de travail chargé de réformer et digitaliser les audits. La suspension, qui ne fait exception que pour les cas urgents ou légalement requis, intervient dans un contexte de forte défiance publique liée aux récents scandales de corruption. Elle pourrait avoir un impact sur la collecte de recettes publiques à court terme, mais vise, à moyen terme, à améliorer structurellement le climat des affaires en réduisant l'arbitraire et le risque de corruption administrative.

L'agence de notation S&P revoit à la baisse les prévisions de croissance des Philippines pour 2025

Après les mauvais résultats de croissance du troisième trimestre 2025 (+4,0 %, soit la plus faible depuis le T1 2021), l'agence de notation S&P a révisé à la baisse sa prévision de croissance annuelle pour les

Philippines, à 4,8 % (-0,8 point par rapport à sa précédente estimation), soulignant le ralentissement des investissements publics et les répercussions sur la confiance des consommateurs. Le gouvernement philippin n'a de son côté toujours pas révisé ses propres prévisions, maintenues dans une fourchette de 5,5 à 6,5 % pour l'année.

Cambodge

Un coup de pouce au secteur agricole

Le gouvernement vient d'annoncer des incitations fiscales destinées aux entreprises engagées dans la culture, la production, l'approvisionnement local ou l'exportation de produits agricoles. Cette mesure concerne le paddy, le riz décortiqué, le maïs, les haricots, le poivre, le manioc, la noix de cajou, le caoutchouc, les longanes de Païlin, les mangues, les bananes, les produits de l'élevage et l'aquaculture ainsi que ceux à base d'huile de palme cambodgienne (utilisés comme intrants pour la production d'aliments pour animaux). Ces incitations, applicables du 1^{er} janvier 2026 à fin 2027, comprennent l'exonération de TVA, la suspension du paiement de l'impôt minimum, du paiement anticipé de l'impôt sur le revenu et l'allègement de la retenue à la source. Le gouvernement souhaite favoriser dans le secteur, afin de développer la transformation des produits (aujourd'hui, 93 % des produits agricoles sont exportés bruts). Et les axes de modernisation sont connus : accroître la taille des exploitations, améliorer les chaînes logistiques (y compris du froid), faire des efforts de commercialisation...

Le début de la fin de la dépendance ?

Entre janvier et octobre 2025, les échanges commerciaux entre le Cambodge et l'UE ont atteint environ 5 Md USD (+12,5 % par rapport aux 10 mois de 2024). Selon un rapport du ministère du Commerce publié le 26 novembre, les exportations cambodgiennes vers l'UE se sont élevées à 4 Md USD (+17,3 % en g.a), ce qui représente 16,3 % des exportations totales du pays (25 Md USD). À l'inverse, les importations en provenance de l'UE ont diminué de 8,8 %, pour atteindre 730 M USD sur la même période. Au sein de l'UE, les principaux partenaires commerciaux du Cambodge sont officiellement l'Espagne (1 Md USD), l'Allemagne (933 M USD) et les Pays-Bas (844 M USD – avec l'effet du port de Rotterdam). Le développement des échanges avec l'UE est stratégique pour le Cambodge. Le Royaume cherche à réduire sa dépendance aux États-Unis, son principal client. Or, les États-Unis imposent 19 % de droits douane contre un droit nul sur la plupart des produits cambodgiens entrant sur le marché européen.

L'eldorado solaire

Le 24 novembre, une étude de l'ONG EnergyLab a révélé que le Cambodge dispose de plus de 31 000 km² de terres très favorables à

l'implantation de centrales photovoltaïques, dont 12 000 km² de sols peu fertiles. Cela indique que le pays peut produire d'importantes quantités d'énergie solaire sans empiéter sur les terres arables. Cela confirme le potentiel d'énergie photovoltaïque, estimé à plus de 20 GWc, contre une capacité installée et en projet de 2,1 GWc. En 2024, les installations solaires ont atteint 827 MWc et devraient atteindre 1,3 GWc cette année. Le développement de l'énergie solaire correspondant à la volonté cambodgienne de décarboner son électricité à 70 % d'ici 2030. Pour mémoire, en 2024, la production électrique était verte à plus de 50 %, grâce à l'hydroélectricité (1,8 GW – soumise à une forte saisonnalité toutefois). L'énergie solaire nécessitera d'importants moyens de stockage pour faire face à son intermittence et à une consommation importante après le coucher du soleil (sans compter l'impact de la couverture nuageuse).

Laos

Le FMI prévoit une croissance de 4,5 % au Laos en 2026

Le FMI anticipe une croissance de 4,5 % au Laos en 2026, portée par les exportations, le rebond du tourisme, l'investissement étranger et une politique budgétaire jugée accommodante. L'institution souligne toutefois des risques persistants liés aux tensions géopolitiques, à la volatilité des marchés et aux aléas climatiques. Le FMI note également la fragilité d'une partie du secteur bancaire, affectée par une rentabilité et une liquidité faibles. Une intégration régionale plus poussée pourrait néanmoins soutenir l'activité et stabiliser l'environnement extérieur. À moyen terme, le FMI appelle à traiter plusieurs défis structurels : amélioration de la gouvernance, renforcement du capital humain, climat des affaires plus favorable, transparence accrue et modernisation des entreprises publiques.

L'inflation remonte à 4,8 % en novembre

L'inflation au Laos est repartie à la hausse en novembre, à 4,8 % contre 4,3 % en octobre, sous l'effet de fortes hausses des prix de l'électricité (+101,7 %), de l'eau (+40,1 %), du logement (+18 %) et des soins de santé (+13,5 %). Les dépenses d'éducation progressent de 11,6 %, notamment les frais de scolarité (+18,8 %). D'autres postes restent dynamiques, comme l'habillement (+9 %) et les biens et services divers (+26,4 %). À l'inverse, les prix des produits alimentaires reculent de 1,8 % sur un mois. Le bureau statistique note que l'inflation résulte à la fois de la hausse des coûts (électricité, eau, carburants), de la dépréciation de la monnaie locale et des effets cumulés des augmentations enregistrées courant 2025.

Birmanie

Chute de -42,9 % des importations d'électricité en provenance de Chine sur les 9 premiers mois de

2025

De janvier à septembre 2025, les importations d'électricité en provenance de Chine ont chuté de -42,9 % en valeur à 41,1 M USD, contre 72,1 M USD sur la même période en 2024. Les prix de l'électricité exportée entre 2016 et 2023 sont relativement stables, sans tendance qui associerait cette chute en valeur à une baisse des prix. En 2024, la Birmanie avait importé 82,1 GWh d'électricité en provenance de Chine, principalement à destination des Etats du Nord du pays, Shan et Kachin, et servant notamment à alimenter les entreprises et infrastructures chinoises au sein des zones économiques spéciales. Ces zones, et en particulier les hubs logistiques de Muse et Chinshwehaw, sont au cœur de l'offensive de plusieurs groupes armés ethniques depuis fin 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr